

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 39 • 25 SEPTEMBRE 2020 • CHF 3.-

Malgré l'évacuation de la Place fédérale, l'urgence climatique reste d'actualité

page 2



NE: De nouvelles règles de fonctionnement vont-elles museler le parlement? page 3



IL FAUT LE DIRE... AVEC IRONIE

Le politique parle, le climat trépassse?

ALTERNATIBA • Parallèlement à l'importance croissante accordée à la sauvegarde de notre environnement au sein de la société, la parole politique semble bien en retrait.

Lundi s'ouvrait à Genève la 6^e édition du mouvement citoyen de mobilisation autour du dérèglement climatique, Alternatiba («alternative» en basque). Pour inaugurer l'événement, une table ronde a été organisée sous l'intitulé: «Pourquoi une neutralité carbone n'est-elle pas possible en 2030?». Malgré le fait qu'aucune réponse à cette question n'y ait été apportée, le débat a fait émerger quelques thèmes saillants.

La planète a la fièvre

Après un énième constat scientifique rappelant que les chercheurs s'attendent à une augmentation de la température terrestre moyenne jusqu'à la fin du siècle, quelles que soient les mesures adoptées, restaient à discuter des décisions politiques qui détermineront cette élévation. Dans une perspective optimiste, où les émissions de gaz à effet de serre seraient drastiquement réduites, elle pourrait s'arrêter aux environs de 2 degrés Celsius. Dans le cas contraire plus pessimiste, elle pourrait atteindre 4°C et faire de notre planète une véritable étuve peu, voire pas viable.

Place ensuite à un débat entre le Président du Conseil d'État, Antonio Hodggers (les Verts), Abigaël Mackenzie, membre d'Extinction Rébellion (ER), Alfonso Gomez, conseiller administratif en charge de l'environnement, Léonard Schneider, assistant doctorant en climatologie appliquée (UniNE) et Yvonne Winteler, membre de l'alliance climatique Genevoise.

Hodgers Rébellion

La modératrice, Sarah Sermondadaz, journaliste scientifique à *Heidi News*, ouvre le ban en interrogeant Mme Mackenzie et Mr Hodggers, à propos de la désobéissance civile ayant cours devant le Palais fédéral (voir article p. 2). Au second, elle demande: «Si vous aviez vingt ans aujourd'hui, est-ce que vous seriez militant dans les grèves pour le climat, comment aborderiez-vous la chose?». Elle rappelle que l'on peut avoir plus de 20 ans et militer «pour rappeler l'urgence dans laquelle on est».

En réponse, Antonio Hodggers affirme se considérer aussi comme militant. «Quand j'avais 20 ans, c'était les grandes manifestations altermondialistes contre l'OMC (Organisation mondiale du commerce, ndr) et l'ultralibéralisme, qui a créé le modèle d'aujourd'hui», se souvient le Magistrat. «On avait raison de manifester contre l'ordre économique mondial



Face à l'urgence climatique et à l'effondrement en cours, le conseiller d'Etat genevois Antonio Hodggers évoque son passé anticapitaliste et défend des actes de rébellion. DR

qui s'est mis en place dans les années 90, puisqu'il a généré une aggravation climatique majeure et des inégalités. Ceci contrairement à ce qu'avait prévu le discours capitaliste.» Soit que la libéralisation des marchés amènera davantage de prospérité.

«Aujourd'hui, on a les chiffres. Ce n'était pas vrai.» Il égrène alors ses faits d'armes rappelant s'être fait «gazer à Davos» et avoir subi «le jet d'eau froide (des canons de la police, ndr)» dans différentes manifestations «devant l'OMC et compagnie». Avant de conclure, plus résistant que jamais: «Une chose est sûre, c'est que dans l'histoire de l'humanité, il n'y a pas eu de changements majeurs sans des actes de rébellion.»

Hodgers Adaptation

Après que la tableée ait épilogué sur la consommation locale, les coopératives d'habitation et autres toilettes sèches, Abigaël Mackenzie s'insurge: «La question n'est pas celle de mon impact en tant qu'individu, c'est celle d'un système toxique composé d'acteurs bien plus grands que moi!», jetant ainsi la question de la place financière sur la table. Montant à la volée, l'ex-activiste Antonio Hodggers aligne un revers voulu imparable: «On doit faire en sorte que les actifs riches en carbone perdent de leur valeur.» Et alors les banques «arrêteront d'investir.» Selon lui, une taxation par les États des actifs pourrait permettre «que le marché se corrige par lui-même».

On lui retourne alors la balle sui-

vante, s'il militait dans sa jeunesse contre «l'ultralibéralisme» et le «discours capitaliste» ne voit-il pas quelques paradoxes à l'idée de taxer les combustibles fossiles pour que le marché «se régule par lui-même»? «Allez-y, faites la révolution et vous abolissez le capital!», croit-il smasher. Avant de souligner les maigres résultats de l'Union soviétique en matière de protection du climat. Il détaille sa pensée, «on n'est pas près d'abattre le capitalisme, alors il faut faire en sorte qu'il s'équilibre. La vraie question? Est-ce que l'on peut y arriver, le capitalisme en est-il capable? Et la réponse est politique».

«Si on ne sert à rien, on dégage»

Un auditeur tente alors un retour interrogatif gagnant. «Il faut taxer le fossile mais vous ne le faites pas. Cela fait vingt-trente ans qu'on attend et il n'y a pas un politique qui en ait le courage, mais à quoi servez-vous? Idem en ce qui concerne la répression policière et judiciaire des mouvements, à quoi servez-vous?» Estimant avoir déjà «beaucoup parlé», Antonio Hodggers laisse la balle de match à son partenaire de double à la Ville, Alfonso Gomez. «Si on ne sert à rien, dans cinq ans on dégage, mais il y a quand même eu des modifications de lois». Ceci avant de souligner les bâtons dans les roues jetés par une droite prête à mettre son veto «pour 20 mètres de pistes cyclables».

Sur la répression, il reconnaît, «nous devrions réagir». Evoquant la *Critical Mass* (rassemblement de

deux roues et rollers pour rendre aux rues de la ville leur rôle de lieu d'échanges et de rencontres, voir *GH 36*), cet ancien de ProVélo se rappelle avoir été taxé de «cyclo-terroriste». Il affirme: «Je ne devrais pas dire ça, mais un Conseiller d'État se fait une publicité à bon dos».

La Terre cuite à l'étuve

Si ce débat se termine, la catastrophe continue. Ainsi dans une recherche des équipes d'Harvard et Cambridge (2018), on lit: «Notre analyse suggère que le système terrestre s'approche d'un seuil planétaire qui pourrait verrouiller une voie rapide continue vers des conditions beaucoup plus chaudes – une Terre étuve. Cette voie serait propulsée par de fortes rétroactions bio-géophysiques intrinsèques, difficiles à influencer par les actions humaines, une voie qui ne pourrait pas être inversée, orientée ou sensiblement ralentie.»

Il se pourrait qu'à l'instar du bandeau du livre «Que crève le capitalisme» d'Hervé Kampf, rédacteur en chef de *Reporterre*, «ce sera lui ou nous» comme le suggère le sous-titre de son essai. C'est en tout cas ce que semblent penser les activistes, jeunes et moins jeunes, lorsqu'ils elles scandent que «l'écologie sans luttes des classes c'est du jardinage!».

Jorge Simao

Alternatiba Léman se poursuit toute la semaine. Le samedi 26 septembre, tout le monde est convié aux Bastions «pour retrouver les initiatives locales qui colorent notre région». *GaucheBdo* y tient un stand.

Bientôt, le feu au lac

Les records de températures s'enchaînant, les océans se réchauffant et la banquise fondant à une vitesse encore jamais vue, les autorités et la justice ont pris le problème à bras-le-corps et réagi. Ils ont maté les activistes du climat.

Au milieu de la nuit de mardi à mercredi, la police a été envoyée pour déloger les quelque 200 militant.e.s qui occupaient, depuis lundi, la Place fédérale à Berne. Il faut dire que le danger était immense. «Au cours des dernières 48 heures, les mouvements climat ont montré à quoi peut ressembler une vie commune démocratique et durable», déclarait Meret Schefer de Rise Up For Change (Debout pour le changement). Ces activistes reconnaissent donc le péril dans lequel ils nous entraînaient, en ne respectant pas la loi de 1925 qui interdit de manifester sur La Place pendant les sessions parlementaires, et en y pratiquant la démocratie qui plus est! Fort heureusement, ils.elles seront vraisemblablement poursuivis.

Au matin, d'autres fanatiques étaient présentés à la justice pour avoir violé le domicile d'un certain Crédit Suisse (CS). «De la même manière que la banque a respecté leur liberté d'expression (en leur demandant de quitter les lieux en pleine partie de tennis) avant d'appeler la police, Crédit Suisse demande que les manifestants respectent son domicile», affirme CS (*Le Temps* 22.09). Alors que leur condamnation par le Ministère public avait été contredite par un juge ayant estimé que la gravité du changement climatique justifiait cette action illégale, le procureur du Canton de Vaud a fort à propos fait appel.

Après tout, «qu'est-ce qu'un danger imminent?», s'est interrogé le procureur (*Le Temps* 22.09). Prenons le temps d'en débattre et d'en re-débattre, n'en déplaise à ceux qui s'inquiètent pour leur avenir et celui de leurs enfants.

La désobéissance civile n'est pas une solution, que ce soit en pratiquant le tennis dans une succursale, ou en pratiquant le vélo, comme à Genève chaque dernier vendredi du mois lors des «Criticals». Nous pouvons être fiers de nos autorités qui, à coups d'amendes, rappellent à ceux et celles qui militent que ce n'est pas comme s'il y avait le feu au lac. Enfin, pas tant que privé.e.s de raquettes, de bicyclettes et d'une véritable représentation politique, certain.e.s ne se saisissent de moyens plus radicaux pour se faire entendre.

Jorge Simao

Manifestation pro-climat toujours d'actualité

CLIMAT • Les activistes pacifiques du climat réunis dans la coalition «Rise Up For Change» n'ont pas été entendus à Berne.

Depuis lundi, 200 membres de nombreuses organisations des mouvements climatiques suisses, telles que la Grève du climat, le Collectif Break Free et Extinction Rebellion s'étaient installés sur la Place fédérale pour une semaine de désobéissance civile bon enfant, en revendiquant une réduction immédiate et massive des émissions de gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030. Trop pour certains politiciens de droite, comme le conseiller national PLR (VS), Philippe Nantermod, qui s'étranglait sur son compte Twitter: «Les zadistes d'Extinction Rebellion sur la Place fédérale. C'est crade, c'est moche, c'est illégal, c'est anti-démocratique». «Bienvenue à la colocation en plein air, où le droit et la loi sont sans signification et la bonne attitude est essentielle», renchérisait son collègue zurichois de l'UDC, Roger Köppel. Message reçu cinq sur cinq par les présidentes des chambres fédérales, qui se sont fendues d'une lettre à la Municipalité de Berne, à majorité rose-verte, pour l'appeler à l'évacuation de la place. Dans la nuit de mardi à mercredi, le président de la Ville et membre des Verts liste libre, Alec von Graffenried est passé à l'action, se félicitant au matin «quant à la manière dont la situation difficile avait pu être surmontée de manière ordonnée et non violente malgré l'ambiance politique tendue». «Cette manifestation s'est faite de manière intelligente, bien organisée, sans violence. Par rapport à l'urgence climatique,



Des activistes sont délogés de la Place fédérale par la police bernoise malgré l'extrême urgence climatique.

elle avait fait toute sa raison d'être. C'est dommage qu'elle n'ait pu continuer jusqu'à vendredi», déplore Denis de la Reussille, conseiller national PST-POP (NE), qui avoue avoir pris le temps de discuter durant les deux jours d'occupation avec les manifestant.e.s.

Quel bilan tire la coalition de cette occupation?

«Ces derniers jours ont montré l'impressionnante force des mouvements climat ainsi que l'ampleur de leur soutien au sein de la population. La catastrophe climatique ne peut être simplement expulsée. Et c'est sur ce constat que nous partons aujourd'hui. Plus fort qu'avant, parce que désormais, nous sommes uni.e.s», souligne une mili-

tante, Hanna Fischer.

Plus tard dans la journée, Greenpeace déposait à la chancellerie une pétition forte à propos de 23'000 signatures pour «Protéger le climat et réguler la place financière». Le texte demande que le Conseil fédéral et le Parlement introduisent une réglementation globale avec des objectifs climatiques contraignants pour le secteur financier. «Les acteurs de la place financière suisse sont à l'origine d'émissions de CO₂ représentant 22 fois le total de la Suisse», souligne l'ONG.

Ce mercredi, les chambres étaient aussi en conférence de conciliation pour apposer la touche finale à la future Loi sur le CO₂, qui sera votée vendredi. D'ultimes points étaient à régler sur la question sur la mise en place d'un Fonds vert ou le montant de la redevance perçue sur les vols en jet privé pour compenser leurs émissions de gaz à effet de serre (!). La loi prévoit une réduction de 50% émissions de gaz à effet de serre (dont 75% doivent être réalisées en Suisse) d'ici 2030 par rapport à leur niveau de 1990. On est loin du compte. «La loi manque d'ambition, reste le fruit d'un compromis et ce n'est pas avec elle qu'on réglera tous les problèmes. La mobilisation pour le climat reste toujours d'actualité», précise Denis de la Reussille. Le texte devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2022, retardée par le probable lancement d'un référendum de... l'UDC. ■

JDr

Assurer une garantie de déficit à l'IMAD

GENÈVE • Les enjeux financiers et socio-sanitaires liés à l'Institution genevoise de maintien à domicile (IMAD) sont importants. Interview de Jean-Charles Rielle, Médecin, retraité et député qui appelle à voter oui le 27 septembre à la garantie de déficit pour IMAD.

Ces dernières années, le dialogue entre la direction et les employé.e.s IMAD s'est crispé, en particulier à cause de la souffrance des infirmières qui se plaignent de leurs conditions de travail. Les moyens accordés à IMAD sont-ils suffisants?

JEAN-CHARLES RIELLE C'est précisément pour améliorer les conditions de travail du personnel IMAD qu'il est crucial que l'institution obtienne une garantie de déficit de l'Etat. Il faut aussi se rappeler que la confédération ne rembourse pas les déplacements des employé.e.s IMAD. La volonté de réduire les effectifs de la fonction publique, et le discours d'austérité relayé à la droite de l'échiquier politique, peuvent menacer cet important financement. Il faut donner «un peu

de mou au système» pour garantir que les revendications en termes de qualité de soins soient respectées. C'est pourquoi j'appelle la population à se mobiliser en faveur du oui sur cet objet.

Qu'est-ce qui fait la spécificité d'IMAD en termes de mission et de vocation?

Le champ d'action d'IMAD recouvre les deux aspects de la santé et du social qui sont très intriqués. Si toutes les structures de soin et de santé ont souffert de la pandémie, IMAD a été et est encore, avec les urgences, en première ligne. La situation et les incertitudes liées à la Covid-19 inquiètent toute la population. Mais les personnes âgées sont particulièrement fragilisées.

A quels défis IMAD a-t-elle été confrontée pendant la crise du coronavirus?

C'est tout notre tissu social qui a été fragilisé. Dans un canton-ville comme le nôtre, beaucoup de parents ne vivent pas à proximité et ne peuvent pas bénéficier de l'aide de leurs enfants. Pendant le semi-confinement, les personnes âgées ont été livrées à elles-mêmes. Les parents qui voulaient voir leurs enfants ou leurs petits-enfants ne le pouvaient souvent pas. Les petits-enfants sont restés sur la marche de l'escalier à cause de la peur de la contamination. Pendant cette période où les personnes âgées étaient cantonnées chez elles, la mission complémentaire aux soins de IMAD, par exemple la livraison à

domicile de repas équilibrés, a été très importante.

Quel a été selon vous l'impact psycho-social de cette crise sur les bénéficiaires d'IMAD?

Certaines personnes ont vécu un isolement social inimaginable. Il faut savoir qu'IMAD est aux premières loges dans un canton très citadin comme Genève (avec la Ville de Genève et ses autres communes urbaines d'Onex, Bernex, Meyrin, Lancy, Vernier, Carouge, etc). Du jour au lendemain, se sont ajoutées aux missions habituelles de IMAD les contraintes spécifiques et complexes liées à la Covid-19 (adopter des comportements exemplaires pour ne pas se contaminer et pour ne pas contaminer

les autres, etc). Les personnes âgées n'osant pas sortir, elles ont vécu pour leur part un vrai confinement. Cela a été particulièrement difficile à vivre pour les personnes âgées seules, déjà confrontées d'ordinaire à tous les problèmes de la vie habituelle. La volonté de protéger la population âgée a abouti à une situation de surprotection. J'y adhère en tant que médecin - et il faut rendre un vibrant hommage à la mobilisation du corps hospitalier, sans oublier l'ensemble des autres professions mobilisées durant cette pandémie - mais cela a été vécu par de nombreuses personnes comme une mise à l'écart. ■

Entretien réalisé par Emmanuel Deonna

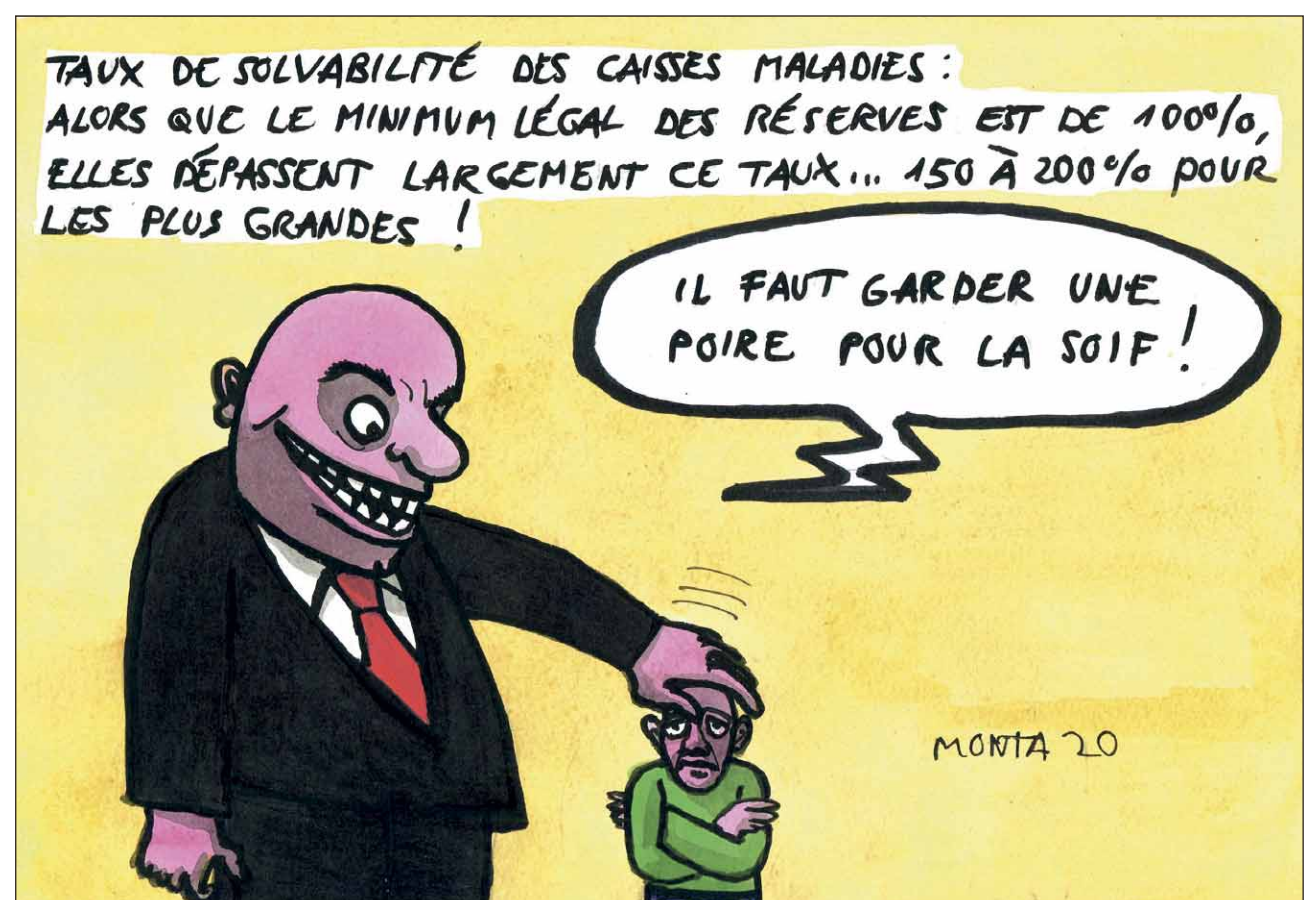
Pour un 13^e salaire pour les employés auxiliaires de la Ville de Lausanne

En février 2019, la conseillère communale POP Laura Manzoni avait déposé un postulat au Conseil communal pour demander que le 13^e salaire soit versé pour les employé.e.s auxiliaires de la Ville. Ceux-ci et celles-ci peuvent avoir un contrat mensualisé, mais sans garantie d'heures et travailler sur appel comme dans le secteur parascolaire de l'Accueil pour enfants en milieu scolaire (Apems). Ce postulat avait été débattu et pris en considération lors du plénum du 19 mai dernier et voté. Mais depuis plus rien. Ce qui a poussé le parti à revenir à la charge par communiqué. «Ces personnes qui ne touchent pas de 13^e salaire sont pourtant celles qui en ont le plus besoin! Pourquoi la Ville ne les verse pas? Il s'agit tout simplement d'un mépris pour les classes salariales inférieures», estime Joaquim Manzoni membre du bureau du parti.

Selon les informations du syndicat SUD Lausanne, la Ville pourrait pourtant cependant introduire ce 13^e salaire au 1^{er} octobre, mais cela est insuffisant selon le syndicat. «C'est au 1^{er} juillet que cette rémunération devait prendre effet. En la retardant de trois mois, l'employeur municipal la réduit de moitié et porte un rude coup à des travailleurs et travailleuses qui connaissent déjà des situations difficiles et précaires», estime-t-il, en date du 18 septembre. S'il n'est pas suivi, SUD Lausanne considère que l'employeur «ouvrirait une situation de conflit social» et envisage des mesures de lutte.

Pour sa part, le POP lausannois veut que ce 13^e salaire soit octroyé selon le principe d'une rémunération égale avec la garantie du salaire minimum et sans baisser les salaires mensuels des auxiliaires. ■

Réd.



Grand Conseil: la tentation aristocratique

NEUCHÂTEL • De nouvelles règles de fonctionnement du Parlement pour limiter la longueur des interventions vont-elles restreindre la marge de manœuvre de député.e.s dans un hémicycle déjà largement dominé par une certaine classe sociale?

Le Grand Conseil neuchâtelois est en phase de mutation. Pour rappel, en 2013, le législatif cantonal obtient son autonomisation, bénéficiant d'une administration indépendante de celle du gouvernement. Cette situation ouvrait des perspectives réjouissantes sur l'évolution de la chambre du peuple et la séparation des pouvoirs. C'était sans compter sur différentes mesures qui allèrent, au fil des législatures, cloisonner le système et réduire progressivement le débat démocratique.

En 2021, le Grand Conseil verra ainsi une réduction du nombre des «représentants du peuple», passant de 115 à 100 député.e.s. Contre-pouvoir potentiel aux gouvernements et proches des populations locales, les membres des exécutifs communaux, notamment non professionnels, seront exclus du parlement cantonal. Dernier en date, un projet de limitation du nombre de signes pour le dépôt des questions aux gouvernements est déposé¹.

S'inscrivant dans la continuité des processus en cours, cette nouvelle proposition est tout sauf anodine. Les groupes, notamment non gouvernementaux, seraient dans l'impossibilité de développer leur question. La maîtrise du langage et des codes des dominants étant source d'inégalités, elle pourrait bien museler un peu plus encore les classes populaires. Prise dans un contexte de rétorsion et de réduction des moyens d'intervention démocratique, cette nouvelle démarche pourrait bien tirer sa



A l'instar de nombreux parlements, celui de Neuchâtel se caractérise par une sous-représentation des salarié.e.s du secteur privé et des chômeurs. Quorbach

source dans la composition même des partis du Grand Conseil.

Quelle est la caractéristique des groupes constitutifs du législatif cantonal? Les député.e.s salarié.e.s du monde privé ou sans emplois représentent 37.5% de la députation UDC

et 31% de POPVertSol. Or, ce chiffre chute à 19.5% pour le Parti libéral radical et même jusqu'à 13% pour le Parti socialiste². Pour rappel, ces deux groupes étant les plus importants du Grand Conseil, ils ont à eux seuls la majorité absolue.

Le parti socialiste est majoritaire-rement représenté par des fonctionnaires ou du personnel d'institutions parapubliques. Ainsi, cette catégorie représente 51.5% du PS et 34.5% de POPVertSol. A l'inverse, le PLR est principalement représenté par le

patronat et les indépendants avec 44% de sa députation, contre 15% pour POPVertSol et 9.5% pour le PS.

A l'instar de nombreux parlements, celui de Neuchâtel se caractérise donc par une sous-représentation des salarié.e.s du secteur privé et des chômeurs par rapport à leur présence dans la société civile dite «active». Seul le groupe POPVertSol se rapproche donc de la répartition objective de la population.

Il y a pourtant une composante similaire aux deux partis majoritaires que sont les PLR et le PS: la présence d'hommes et de femmes issu.e.s du domaine du droit (juristes et avocats), représentant chez chacun d'eux 16% de leur députation. Orientée sur des questions de forme, souvent anhistorique, cette composante pourrait renforcer la tendance conservatrice et élitiste. D'ailleurs, leurs cheffes de file sont eux-mêmes issu.e.s de ce milieu. Bref, véritable chambre d'enregistrement quasi gouvernementale, le législatif cantonal risque bien d'être happé par la tentation aristocratique. ■

Cédric Dupraz

1 Le projet de loi prévoit une limitation à 500 signes espace compris sans possibilité de développement oral. Cette proposition émane d'une logique de rétorsion par rapport aux questions posées à l'époque sur le projet de concentration hospitalière, refusé à juste titre par le peuple.

2 L'UDC ne comprend – il est vrai – que 8 députés. Avec 6 députés, le PDC et les Verts libéraux n'ont, quant à eux, aucun représentant issu de ce groupe d'actifs.

Le POP à l'heure ultrasociale

NEUCHÂTEL • Dans la commune de Val-de-Travers, le POP veut «n'oublier personne». Il lance 7 candidat.e.s au Conseil général pour les communales d'octobre avec un programme résolument social.

«Même si nous n'avons que 2 élu.e.s sur 41 au législatif, nous pouvons nous targuer d'un bon bilan. Récemment, nous avons pu faire passer la création d'un fonds Covid-19, permettant la distribution d'aides financières et alimentaires aux plus démunis», explique le conseiller général et instituteur Philippe Vaucher. Parmi les autres succès de la délégation, le maintien d'un guichet de gare dans le village de Fleurier, le soutien à la création d'appartements protégés pour les personnes âgées ou une opposition suivie face aux projets d'implantation d'antennes 5G.

Enfants, sports et culture

Pour la prochaine législature, 7 candidat.e.s sont en lice, avec 4 hommes et 3 femmes dont l'administrative de notre journal, Amanda Ioset, sa mère, Adriana Ioset, étant déjà conseillère générale sortante. Au programme, la poursuite d'une voie résolument populaire. «Pour nous, il est important que tous les enfants soient accueillis en crèches avec un retour à la politique «zéro refus», mise en parenthèse au nom de l'orthodoxie budgétaire», explique Philippe Vaucher, qui donne un bon point à l'accueil pré et parascolaire dans les villages de la commune.

Le parti veut aussi investir dans les domaines qui sont directement utiles à la population comme l'accès aux

sports ou à la culture et refuse toute nouvelle baisse du coefficient fiscal communal. «La réduction de 1% du coefficient par la droite et le PS lors de la dernière législature n'a pas rendu la commune de Val-de-Travers plus attractive, mais la somme perdue par la collectivité aurait permis de financer l'emprunt nécessaire à la rénovation de la piscine des Combes», précise l'élu.

Cap sur le bio et les habitats collectifs dans les communes

Sur les terrains communaux loués à des professionnels, le parti voudrait que les éleveurs passent au bio. Il défend aussi la création de zones naturelles préservées. «Nos forêts communales sont déjà toutes labélisées FSC (Forest Stewardship Council, label garantissant la gestion durable des forêts, ndlr). Il faut continuer dans cette voie», précise Philippe Vaucher. Dans la même veine, le parti défend une politique d'achat communal écologique, notamment par l'usage de vaisselle lavable pour toute manifestation organisée sur le domaine public.

Pour attirer de nouveaux habitant.e.s, le parti défend un programme d'habitats collectifs et coopératifs de qualité. Dans une commune connue pour son industrie horlogère et sa micromécanique, le parti défend davantage d'engagement local. «Il faut

clairement renforcer les mesures de contrôles du marché du travail afin de permettre à tous les résident.e.s de vivre dignement de leur travail. Nous sommes opposés aux abus en matière de mise en concurrence des travailleurs de la part d'une frange du patronat. Et voulons négocier des conventions fiscales avec les autres cantons et communes, comme celle conclue avec la France (restituant une part de l'impôt des frontalier.ère.s à la commune)», explique l'élu.

Non au démantèlement sanitaire

En matière de politique sanitaire, la formation se félicite de pouvoir compter sur un bon service ambulancier mutualisé au niveau cantonal (ce qui amène à un coût de prise en charge identique quel que soit le lieu) et de la collaboration avec Val-de-Ruz. Mais elle garde un œil attentif sur la polyclinique du Val-de-Travers et est prête à combattre toute velléité de démantèlement.

Rappelons enfin que pour l'élection à l'exécutif, qui compte actuellement 3 représentants du PLR et 2 du PS, l'élection se fait indirectement par vote du législatif. «C'est un système que je défends, car il permet l'élection de candidat.e.s reconnus pour leur valeur et leur capacité à travailler ensemble», conclut l'enseignant.

JDr

Mobilisation contre la construction d'un centre de renvoi à Genève

Le 3 octobre prochain, une grande manifestation nationale est prévue à Genève à la Place de la Navigation contre la construction d'un centre fédéral de renvoi de requérant.e.s d'asile au bout du lac. Mais une première mobilisation contre la construction de cette infrastructure s'est déroulée le 19 septembre sur le site de bois-brûlé au Grand-Saconnex. C'est dans ce lieu que devrait émerger un centre fédéral de renvoi, destiné à héberger 250 requérant.e.s d'asile au bord du tarmac de l'aéroport. Les travaux ont déjà commencé par le défrichage et l'abattage des arbres et le site sera bientôt clôturé. Bien que le Grand Conseil de Genève ait voté une motion contre la construction du centre, le conseil d'Etat a refusé de faire suite, en déclamant son incapacité à s'opposer à un diktat fédéral. Au côté de ce centre se dresseront les bâtiments de la police internationale et 50 places de détention administrative. Le bâtiment du Centre fédéral disposera d'un accès direct au tarmac et, comme dans une prison, d'une seule entrée. «En son sein, les personnes sont confrontées à une discipline infantilissante et arbitraire: annonce obligatoire en entrant et en sortant, fouilles, punitions, prise d'empreintes digitales», ont dénoncé les militant.e.s de différentes associations comme Solidarité Tattes, Coordination asile Sto-

pexclusion ou de partis (dont le PdT). Ils.elles considèrent que ce lieu, coincé entre les pistes aéroportuaires et l'autoroute, conduira à l'exclusion géographique et sociale des requérant.e.s débouté.e.s, du fait de demandes obligatoires d'autorisation à chaque sortie du centre, des horaires restrictifs (9h-17h en semaine), de l'interdiction de recevoir des visites de ses proches ou de la société civile ou de la scolarisation des enfants à l'intérieur même du centre. Ils craignent aussi des dysfonctionnements et des violences de la part du personnel de sécurité comme cela avait été constaté dans le centre fédéral de Giffers (FR), où quatre personnes avaient été blessées par des gardiens. Dénonçant «une politique de ségrégation» et «une zone de non-droit», les militant.e.s craignent le pire. «Si ce centre venait à être construit, il deviendra sans nul doute une des pièces maîtresses d'une politique raciste qui broie les vies auxquelles la Suisse semble accorder de moins en moins de valeur. Le bureau d'architecture Berel Berel Kräutler a eu le culot d'appeler son projet Philémon et Baucis qui symbolisent l'hospitalité dans la mythologie grecque. Nous ne sommes pas dupes. Ce centre de renvoi ne doit jamais voir le jour», ont ils.elles annoncé, en plantant un tilleul sur le site pour réaffirmer leur ferme opposition. ■

JDr

Tunnel du Ceneri, un chantier pas très net

TESSIN • Le POP tessinois est descendu dans la rue pour dénoncer les lenteurs de la justice cantonale face à l'impunité de GCF, un des maîtres d'ouvrage.



«Les propriétaires d'entreprises qui volent des salaires et mettent en danger la santé doivent être condamnés», dénonce le POP tessinois.

POP

A l'occasion de l'inauguration officielle du tunnel du Monte Ceneri du 4 septembre, le POP tessinois a organisé une manifestation à Camorino, près de l'entrée du tunnel de base. Il entendait rappeler les conditions de travail des employés de galerie des entreprises italiennes GCF Generale costruzioni ferroviari et GEFER (qui font toutes deux partie du groupe Rossi basé à Rome), qui ont oeuvré à l'ouvrage pour la société Alptransit, mandataire. Parmi les manquements observés: des journées de 13 à 20 heures consécutives avec seulement une pause de 10 minutes, du travail effectué en l'absence de toutes mesures de sécurité et de protection, un système de caporalisme sur des ouvriers albanais vivant en Italie, précisait le journal *La Regione* en mai 2019. «Une enquête a été ouverte en 2018 par un procureur tessinois, Andrea Gianin, mais pour l'heure personne n'a encore été jugé», souligne le POP tessinois. «En attendant, le GCF continue de s'enrichir dans notre pays, sur un tunnel du LEB (Lausanne-Echallens-Bercher) et pour un contrat de 20 millions d'années avec les CFF. Pour l'économie, faire des infrastructures n'est pas

seulement un besoin de mobilité, mais une activité qui permet à des entrepreneurs comme Edoardo Rossi, propriétaire et président de GCF, de s'enrichir en volant et en exploitant fortement ceux qui travaillent, en profitant probablement aussi des services fiduciaires spécialisés dans l'optimisation fiscale du centre financier de Lugano», accuse Leonardo Schmid, membre du POP tessinois. «En Suisse, nous avons besoin de plus de droits pour ceux qui travaillent et pour les syndicats, et de moins de protection pour ceux qui exploitent. Au Tessin, un changement de rythme et de mentalité est nécessaire pour permettre d'imposer aussi ces droits. Les abus ne doivent pas rester impunis, les propriétaires d'entreprises qui volent des salaires et mettent en danger la vie et la santé doivent être condamnés», continue-t-il. «Dans l'immédiat, nous sommes sur nos gardes. Le creusement du tunnel autoroutier du Gothard va bientôt commencer, avec le risque de voir d'autres grandes entreprises habituées aux méthodes mafieuses exploiter la main-d'œuvre étrangère de manière brutale sur notre territoire», avertit-il. ■

JDr

COURRIER

Les Etats «désunis» d'Amérique

Réaction à l'article «L'extrême droite contre Black Lives Matter» (GH, 04.9.2020)

Le moins que l'on puisse dire est que ça ne va pas fort au pays de l'Oncle Sam. Jamais aucun président des USA n'a été aussi controversé que Donald Trump. Paradoxalement, ce multimilliardaire raciste... n'est pas le pire: George W. Bush avait envahi l'Irak – un pays souverain – en 2003, instauré la *Patriot Act* et transformé la base militaire de Guantánamo en camp de concentration. Il avait mis un beau bordel un peu partout dans le monde et son successeur, Barack Obama n'a pas mis en terme à ces mesures scandaleuses.

Reconnaissons qu'il n'y en a pas un pour rattraper l'autre. De toute façon, ce pays a été fondé sur le génocide amérindien, ce qui augurait mal d'un pays pacifiste et tolérant. Aujourd'hui, l'impérialisme étatsunien est insatiable. Tel le Wendigo, créature légendaire amérindienne, géant squelettique dévorant tout sur son passage et grandissant à chaque ingurgitation, il veut toujours s'agrandir, engloutissant toutes les richesses naturelles de la planète et soumettre les autres nations à sa volonté.

Si une guerre civile s'avérait néfaste pour le peuple étatsunien sur le court terme, il n'est pas exclu qu'une révolution aboutisse sur le long terme. Même si le mouvement Black Lives Matter ne remet pas à priori en cause le système capitaliste, il faut voir comment les événements vont se dérouler. Mais distinguons l'élément principal: une guerre civile aux USA stopperait net l'impérialisme étatsunien.

Occupé à lutter contre son propre peuple et de potentiels Etats sécessionnistes, le gouvernement fédéral délaisserait totalement ou partiellement sa politique internationale pendant un bon moment et réaffectera une bonne partie de ses forces armées dispersées un peu partout dans le monde au territoire national. Cela apporterait alors un souffle de liberté pour tous les peuples opprimés par l'empire nord-américain.

On peut entrevoir deux possibilités si une guerre civile – à moins qu'il faudrait parler d'une révolution – se déclenche aux USA:

Même si les forces réactionnaires gagnaient – le pire des scénarios, les USA seraient suffisamment affaiblis pour que les autres nations s'émancipent de la mainmise étatsunienne et renversent le rapport de force en leur faveur.

Si les forces révolutionnaires triomphaient – possibilité pas totalement utopique, vu la popularité de Bernie Sanders, l'idée du socialisme n'est plus taboue chez de nombreux étatsuniens – alors les perspectives de changements sociétaux seraient sans équivalents dans l'histoire de l'humanité et difficilement imitables.

Par contre, il y a une chose certaine: l'élection de Joe Biden à la présidence ne changera rien du tout. Pire! Elle fera retomber la pression populaire et les USA continueront de mener leur politique impérialiste comme si rien ne s'était passé.

En conclusion, s'il est facile de faire tomber le maillon faible du capitalisme et d'instaurer le socialisme comme ce fut le cas en Russie en 1917, il serait plus efficace de faire tomber le maillon fort du capitalisme, car tout le système capitaliste mondial s'effondrerait comme un château de cartes. ■

Alain Pesse,
Aigle

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Plus féministe encore...

«Je me suis liée d'amitié avec une femme qui est plus féministe que moi!» dis-je à mon fils. «C'est pas possible!» me répond-il.

Je me dis féministe depuis toujours. Quand j'étais petite, je ne comprenais tout simplement pas la phrase: «C'est pas pour les filles!» Je grimpais aux arbres, franchissais les barrières (gare aux accrocs, qui me valaient des réprimandes de ma mère), organisais des jeux, courais à perdre haleine, jouais ballon prisonnier, mais aussi aux billes... À l'époque, je n'avais pas encore les moyens d'analyser le sexisme des manuels scolaires (qui devint mon sujet de travail de diplôme Etudes genre en 2008), mais je trouvais injuste que mon premier livre de lecture (*Hirondelles*, 1937) représente un garçon en train de lire à plat ventre et s'intéresse à Ferdinand, pas à Ferdinande. Ce qui ne m'a pas empêchée d'adorer la lecture. Je lisais plein d'histoires où les héros étaient des hommes: *Tom Sawyer*, *Le Grand Meaulnes*, *Robinson Crusoé*, *David Copperfield*, *Les trois mousquetaires*, tous les Jules Verne, *Le Petit Prince*, *Les Voyages de Gulliver*, *Lancelot*, *Perceval*, *L'Illiade*, *l'Odyssee*, la mythologie grecque: des hommes, rien que des hommes, les femmes sont absentes ou des faire-valoir. Mais je m'identifiais aux héros, maniais l'épée, partais à l'aventure... Certes, il y avait aussi quelques livres où des filles étaient des héroïnes: les romans de la Comtesse de Ségur, *Alice au pays des merveilles*, les *Claudine* de Colette, la série *Alice détective*, *Le journal d'Anne Frank*. Je m'en délectais, on me parlait de moi.

À l'école, j'avais des cours d'instruction civique, alors que les femmes n'avaient pas le droit de vote en Suisse. La situation me paraissait absurde. Depuis l'adolescence, peu à peu, je prenais conscience du sexisme de la société: les textes religieux, les us et coutumes, les lois avaient été imaginés par les hommes pour les hommes dans un monde où, grammaticalement, le masculin l'emporte sur le féminin. Les femmes ne devaient qu'obéissance.

En 1970, quand le MLF s'instaura à Genève, j'en fis immédiatement partie. C'était sympa de se retrouver entre copines qui partageaient la même vision et voulaient construire un monde plus juste. Nous fêtions le 8 mars, participions au cortège du Premier mai, avec nos banderoles, imaginions et réalisions des actions. Dans mon enseignement, je me sentais bien seule à défendre les droits des femmes, à demander qu'on lise aussi des livres écrits par des femmes, qu'on choisisse des sujets de dissertation signés par des femmes. Au MLF, il n'était pas nécessaire de lutter contre les préjugés: nous étions toutes d'accord. J'ai suivi des séminaires sur différents sujets, participé à des congrès. Parallèlement, j'ai lu un grand nombre de livres de féministes françaises et américaines, pour consolider mes connaissances.

Dès 1984, j'ai tenu une chronique féministe dans l'hebdomadaire *Le peuple valaisan*, pendant plus de 30 ans, puis dans *GaucheBdo* depuis début 2013. Parfois, on me demande comment je fais pour trouver un sujet chaque semaine. Dès que j'entends ou lis quelque chose qui concerne les femmes, je le note, et si je n'ai pas d'évidence, au moment de me mettre à la rédaction de ma chronique, je plonge dans mon fichier. Il y a tant d'injustices faites aux femmes, quotidiennement, que je ne suis jamais en panne.

J'ai participé à la grève féministe de 1991, en fuchsia, à celle de 2019, en violet (mais le groupe «Vieilles femmes indignes et indignées» a décidé que nous nous mettrions en fuchsia, en souvenir de 1991), je suis allée pousser un cri avec des centaines de femmes à Uni Mail, le 12.11.2019, pour manifester contre le sexisme et le racisme, j'ai vibré à #MeToo...

Avec mon vécu, mes lectures, mes chroniques, je pensais que j'étais au point. C'est alors que j'ai rencontré Marie-José Astre-Démoulin. Je la croisais dans un groupe, puis elle m'a soumis un manuscrit que j'ai publié fin 2019 (*Genève Emois*), et nous sommes devenues amies. J'avais l'impression que je ne laissais pas passer de propos ou d'attitude sexiste, comme je le faisais à l'école, notamment dans les conseils de classe, ne supportant pas qu'un collègue dise: «Une telle est jolie, ma foi, si elle ne termine pas ses études, elle se mariera». Mais je me suis rapidement rendu compte que Marie-José était encore plus attentive, plus incisive. Elle relève la parole incriminée de son élocution rapide, nette, précise. Plusieurs fois, elle m'a reprise. Par exemple, concernant de nombreux témoignages sur les belles-filles, certaines coupant la relation de leur mari avec ses parents, qui ne pouvaient même pas voir leurs petits-enfants, j'affirmais que c'était un retour du balancier. Pendant des millénaires, les belles-mères avaient tourmenté leur belle-fille, comme on le voit dans les contes (*Blanche-Neige*, *Cendrillon*, etc.) ou dans les récits sociologiques. Aujourd'hui, ce sont les belles-filles qui torturent les belles-mères. J'étais assez fière de ma démonstration, mais Marie-José m'a fait remarquer qu'on ne pouvait pas ainsi culpabiliser les belles-mères: elles étaient elles-mêmes prises dans le carcan de la société, victimes du rôle qu'on leur assignait, sans pouvoir. Une question me reste cependant: les belles-filles d'aujourd'hui seraient aussi victimes de la pression de la société?

Un autre exemple. Nous visitons récemment, au château de Prangins, l'exposition «Et plus si affinités... Amour et sexualité au 18^e siècle». À un moment donné, je tombe en arrêt devant une robe d'époque, en brocart, ornée de rubans du même tissu. «C'est beau», dis-je. «Beau, ça?» réplique Marie-José. «Tu te rends compte à quel point cela entravait les femmes? Pour moi, ce tissu devrait servir à faire des rideaux.» Fermez le ban!

La semaine dernière, je lui soumets ma chronique sur la lecture à la villa Dutoit, qui se termine par «Même dans un cadre amical et culturel, la charge de l'intendance repose sur les femmes... Alors quoi, les mères ont mal éduqué leurs fils, les épouses leur mari?», elle relève que je ne parle pas des pères, alors que nous sommes deux pour faire et éduquer un enfant. Je lui donne raison et ajoute «Où étaient, que faisaient les pères?»

Bref, moi qui me croyais féministe jusqu'au bout des ongles, pensant que j'avais compris et assimilé les causes des disparités entre femmes et hommes, je me rends compte que j'ai trouvé... ma maîtresse!

Huguette Junod

Les banques et le crime organisé

BLANCHIMENT • Après le scandale des Panama Papers, les dossiers «FinCEN» révèlent que les plus grandes banques du monde ont permis à des criminels de transférer de l'argent sale entre 2000 et 2017.

Le site étasunien BuzzFeed News et l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ) sont à l'origine de ces fracassantes révélations. L'enquête conjointe se fonde sur des milliers de «rapports d'activité suspecte» (SAR en anglais) adressés entre 2000 et 2017 aux services de la police financière du Trésor américain (FinCEN) par des banques du monde entier et portant sur 35 milliards de transactions frauduleuses. Sur ce total, 2 milliards ont plus particulièrement été documentés, avec des histoires croustillantes à la clef.

Mafia, Talibans et Khrapunov

JP Morgan aurait ainsi permis à une société de transférer plus d'un milliard de dollars sur un compte au nom d'un mafieux figurant sur la liste des 10 personnes les plus recherchées du FBI. BuzzFeed News établit aussi que Standard Chartered a déplacé de l'argent au nom d'Al Zarooni Exchange, une entreprise basée à Dubaï qui a ensuite été accusée de blanchir de l'argent pour les Talibans.

Le site expose aussi que Bank of America, Citibank, JPMorgan Chase, American Express et d'autres ont collectivement traité des millions de dollars de transactions pour la famille de Viktor Khrapunov, l'ancien maire d'Alamaty au Kazakhstan, réfugié aujourd'hui à Genève. Ces accusations sont réfutées par l'intéressé, prétendant qu'il s'agirait d'accusations fausses lancées par l'ancien président du pays, Noursoultan Nazarbaïev.

Banques suisses impliquées

Un autre rapport, déposé en août 2014 par JPMorgan Chase, identifie plus de 335 milliards de dollars d'activités suspectes, concernant plus de 100'000 virements électroniques «envoyés, reçus ou traités» au cours d'une décennie par MKS, une société



basée en Suisse qui négocie des métaux précieux. Ce que conteste l'entreprise dans une réponse reproduite sur le site étasunien.

Parmi les banques pointées du doigt, relevons JPMorgan Chase, HSBC, Standard Chartered, Deutsche Bank, et Bank of New York Mellon. Mais l'enquête a aussi investigué sur 2051 transactions concernant la Suisse et portant sur 3,7 milliards de dollars entrants et environ 4,2 milliards de dollars sortants.

La liste des auteurs de ces transactions suspectes est longue: Crédit Suisse, UBS, la Banque de commerce et de placement SA, la banque Vontobel, Raiffeisen, Pictet, Julius Bär, la banque Sarasin, la banque du

Gothard, la banque cantonale de Zurich et même Postfinance.

Lutte anti-blanchiment en panne

Pour l'ONG Tax Justice Network, deux leçons sont à tirer de cette mise à nu du système financier mondial. Tout d'abord la faillite de la lutte anti-blanchiment aux Etats-Unis. «La taille du secteur financier américain et la domination du dollar dans le commerce mondial signifient que les autorités de régulation américaines entendent parler de soupçons relatifs à des flux financiers illicites dans le monde entier – mais n'ont généralement pas la capacité ou la motivation pour explorer davantage, ou même pour informer d'autres autorités des menaces aux-

quelles elles sont confrontées», explique son président, Alex Cobham, dans un communiqué. Et deuxio: «Le système mondial de lutte contre les flux financiers illicites ne fonctionne pas sur la base de l'efficacité, mais sur la base d'une dynamique de pouvoir entre des pays qui ne contribuent pas du tout au progrès», estime-t-il encore.

Warren et Sanders, les incorruptibles

Face à cette situation, la sénatrice démocrate Elizabeth Warren a appelé à la création d'une nouvelle unité au sein du département du Trésor américain, distincte du FinCEN, «pour enquêter sur ces types de crimes financiers». Elle a également souhaité l'adoption de sa loi dite «Ending Too

Big to Jail Act», qu'elle a introduite en 2018. Elle rendrait les dirigeants de Wall Street pénalement responsables lorsque les banques qu'ils dirigent enfreignent la loi. «Le modèle économique de Wall Street est la fraude. Ce n'est pas l'exception à la règle, c'est la règle. Faites-les rompre», a insisté le sénateur démocrate Bernie Sanders sur Twitter.

Pour les banquiers incriminés, il en va bien sûr tout autrement. «Il n'est pas logique que les allégations des médias selon lesquelles les banques ont sciemment caché des activités illégales se fondent uniquement sur les rapports d'activités suspectes que ces banques ont déposés pour alerter les forces de l'ordre sur ces mêmes activités», a ainsi relevé le président du Bank Policy Institute, Greg Baer sur BuzzFeed News.

Impunité en Helvétie

En Suisse, si la droite est immédiatement montée au créneau pour minimiser ces attaques, en mettant en avant la loi anti-blanchiment désormais en vigueur et le changement d'attitudes des banques face à l'argent sale, les révélations de l'ancien responsable du Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS), Daniel Thelesklaf, démissionnaire en juin dernier, ont de quoi susciter le trouble.

Dans des interviews à la presse Tamedia, il expliquait que si «les banquiers signalent bien tout, il ne se passe rien (ensuite)». Son ancien bureau serait «débordé» et ses quelque 60 employés hautement qualifiés se retrouveraient à s'occuper davantage de questions informatiques que de l'analyse de rapports. Ces défaillances permettant que «des milliards continuent d'affluer en Suisse de pays aux prises avec d'immenses problèmes de corruption». ■

Joël Depommier

Deux partis d'extrême droite sur le podium

ITALIE • Au sortir des scrutins locaux de dimanche et lundi, la Ligue, Frères d'Italie et leurs alliés de droite gouvernent 15 des 20 régions italiennes. Toutefois, le parti de Matteo Salvini échoue à ravir la Toscane au centre gauche.

Si les élections régionales de dimanche et lundi en Italie étaient une compétition sportive, la Ligue de Matteo Salvini remporterait la médaille d'or et Frères d'Italie, la formation néofasciste, celle de bronze. L'argent reviendrait au Parti démocrate de centre gauche. La place de première force politique du pays est confirmée pour la Ligue. Dans cinq des sept régions en jeu dimanche et lundi, les listes de conseillers régionaux présentées par la Ligue sont arrivées en tête de la droite¹. Cela permet à l'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini d'assumer le leadership sur l'ensemble de la droite et de l'extrême droite lors des prochains scrutins. Outre voter pour une liste de représentants, les Italiens désignent au scrutin uninominal direct le président de région. En Vénétie, Luca Zaia, le champion de la Ligue qui était candidat de toutes les forces de droite, est réélu à la tête de la région avec... 76,8% des suffrages!

Dans deux régions², c'est une formation néofasciste qui est la première force politique conservatrice: Frères d'Italie (FdI). Les héritiers du Mouvement social italien s'affirment comme la troisième force du pays. Dans les Marches,

gouvernées jusqu'alors par le centre gauche, les droites (FdI, la Ligue et Forza Italia) avaient choisi un membre de FdI, Francesco Acquaroli, pour porter leurs couleurs. Ce dernier l'emporte avec 49,1%. L'an dernier, il avait participé à un repas célébrant la Marche sur Rome, la prise du pouvoir par Benito Mussolini en 1922, dans la ville d'Acquasanta Terme où, en mars 1944, trente résistants et douze habitants dont un bébé furent trucidés par les troupes allemandes et les fascistes.

Disparition du Forza Italia de Berlusconi

Ce parti, dirigé par Giorgia Meloni, plonge, contrairement à la Ligue, ancien parti séparatiste, dans les racines de l'extrême droite italienne. Il a bénéficié de son image d'opposant quand la Ligue gouvernait l'Italie de 2018 à 2019 avec le Mouvement 5 étoiles. De plus, dans les régions du sud, il parvient à incarner la progression des idées d'extrême droite, car la Ligue, qui a longtemps qualifié les Méridionaux de paresseux ou de «terrioni» (bouseux), peine à y percer.

Ce scrutin marque la quasi-disparition de la droite dite modérée, incarnée depuis 1994 par

les berluconiens. Un ancien de Forza Italia (FI), Giovanni Toti, parvient bien à se faire élire en Ligurie, mais à l'échelle du pays ce parti, qui a longtemps été hégémonique, est réduit à n'être qu'une force d'appoint de l'extrême droite. En Ligurie, FI n'obtient que 5,3% des suffrages, en Vénétie 3,6%... Même en Campanie, où les droites avaient désigné candidat au poste de président de région le berlusconien Stefano Caldoro, Forza Italia n'obtient que 5% des suffrages, derrière Frères d'Italie et la Ligue.

Si ce scrutin a plus que sanctionné les évolutions des rapports de forces au sein de la droite, le centre gauche dominé par le Parti démocrate résiste bien dans ses bastions. Il conserve, avec Eugenio Giani, la Toscane rouge, que la Ligue espérait conquérir, ainsi que les Pouilles et la Campanie. Et certains dirigeants démocrates croyaient voir hier dans cette résistance une victoire pour eux, voire un affaiblissement du leader de la Ligue, Matteo Salvini.

Matteo Salvini à l'affût

Un affaiblissement tout relatif. Celui-ci a reconnu lundi soir qu'il avait espéré «quelque

chose de plus» que les quatre régions remportées par la droite. Mais, «à partir de demain, la Ligue et (ses alliés de) centre droit seront à la tête de quinze régions sur vingt», se réjouissait-il mardi. En cas de scrutin national, les sondages prédisent un score de 26% pour son parti, 16% pour Frères d'Italie et 7% pour Forza Italia. Le Parti démocrate serait à 20%, avec un allié incertain, les démagogues du Mouvement 5 étoiles avec lesquels il gouverne au niveau national, qui plafonne à 14% d'intentions de vote. Même sorti du gouvernement l'an dernier, Matteo Salvini reste en haut de l'affiche. ■

Gaël de Santis

Paru dans *L'Humanité*

1 La Toscane, la Vallée d'Aoste, les Marches, la Vénétie, la Ligurie.

2 Les Pouilles et la Campanie.

Gauchebo a besoin de votre soutien

CCP: 12-9325-6

Cuba en première ligne contre le virus

COVID-19 • Cuba semble bien résister à la pandémie. Un succès de plus à mettre à l'actif de son système de santé.

C'est peut-être l'enseignement majeur qu'ont pu tirer les quelque 100 participants à une soirée organisée à Yverdon par la section vaudoise de l'Association Suisse-Cuba, le 11 septembre dernier, en présence de l'ambassadeur de Cuba en Suisse. Ce dernier a rappelé la situation difficile que traverse le pays, avec un blocus nettement renforcé depuis l'arrivée de Trump au pouvoir. Ainsi une situation économique encore plus délicate d'autant que, avec la pandémie actuelle, l'industrie du tourisme, habituellement importante source de devises, est presque à l'arrêt.

La santé avant le profit

Malgré tout, il a réaffirmé que, pour le gouvernement, la santé passe avant le profit et que l'immense majorité de la population appuie les décisions sanitaires prises. Ceci démontre, une fois de plus, la capacité de résilience du peuple cubain et explique, au moins en partie, le bon contrôle de la pandémie avec seulement 41 cas/100'000 habitants contre 962 dans la République dominicaine voisine, à ce jour, avec une population globale similaire.

Le fameux Professeur Jérôme Pugin, médecin-chef des soins intensifs des HUG et fin connaisseur du système de santé cubain a rappelé la densité médicale qui y est plus grande qu'en Suisse. Or, contrairement à notre pays, l'essentiel de l'organisation est basé sur la prévention, la médecine de proximité avec un suivi très étroit des malades chroniques. Sous pandémie, cela permet aussi de détecter précocement et plus facilement des cas suspects. Mais aussi d'organiser les quarantaines des contacts. Ce qui n'est pas toujours aisé. Ainsi souvent sous le même toit, vivent 3 générations d'une même famille. Il faut alors trouver des lieux pour permettre d'assurer un isolement efficace.

Médicaments locaux et vaccin

Le Professeur Pugin a rappelé que, depuis près de 30 ans et de manière visionnaire pour l'époque, Cuba a créé un Centre national de biotechnologie, pour développer sur place les médicaments et autres traitements que le blocus imposé par les États-Unis empêchait

d'importer. Le Dr Hermann, co-président de Médicuba travaillant avec le gouvernement cubain depuis 1992 (au moment très difficile du retrait de l'aide de l'ex-URSS), a rappelé que cette ONG a contribué à l'acheminement des principes actifs de médicaments qui ont pu ensuite être fabriqués sur place.

Actuellement, selon le Dr Nils Graber, anthropologue de la santé ayant fait sa thèse sur Cuba, il faut souligner l'excellence du Centre d'Immunologie moléculaire de ce pays, qui travaille d'arrache-pied à un vaccin contre la Covid-19. Mais aussi sur des essais cliniques de traitements anti-cancéreux originaux. Ils impliquent les agents de santé primaire et donc une approche multidisciplinaire reconnue internationalement.

Ne pas focaliser sur la pandémie

Car tous les intervenants, l'ambassadeur cubain en premier, ont insisté sur le fait que la pandémie due au SARS-COV2 ne doit pas occulter les autres problèmes de santé. C'est pourquoi, par exemple, les programmes de vaccinations des enfants, les suivis de grossesses ou maladies chroniques se poursuivent, ce qui est remarquable. C'est d'ailleurs une recommandation de l'OMS. Mais que de nombreux pays ne sont hélas pas capables d'assumer.

Enfin, ce fut l'occasion de nous rappeler que Cuba est toujours solidaire à l'international. Le Ministère de la santé a des brigades expérimentées à disposition. Il a apporté son aide à différents pays ou régions soudain dépassés par la gravité de la première vague de la Covid-19, comme en Italie du Nord ce printemps.

Une soirée riche en informations, agrémentée de la présence de la jeune réalisatrice suisse-cubaine Laura Cazador, autrice notamment du film *Les Insoumises*. Elle nous a rappelé par un très beau texte lu, combien l'industrie du cinéma était importante à Cuba, et un vecteur de culture si nécessaire et trop souvent négligé ailleurs.

Sans oublier que le POPCHESTRA, une fois de plus, a su donner à la fin de la soirée une note plus festive (mais combative!). ■

Bernard Borel

Migrantes mutilées à la chaîne

ÉTATS-UNIS • Une infirmière, lanceuse d'alerte, révèle des pratiques quasi systématiques conduites sur des immigrées latino-américaines dans un camp d'internement en Géorgie.

Leurs conditions de détention infra-humaines s'ajoute une pratique massive de l'ablation de l'utérus. L'enfer vécu par des femmes détenues à Irwin en Géorgie, dans un centre de détention de l'US Immigration and Customs Enforcement (ICE), l'agence de police douanière et de contrôle des frontières du département de la Sécurité intérieure des États-Unis, vient d'être révélé par une infirmière lanceuse d'alerte qui y travaille. Quatre ONG¹, qui ont décidé de porter l'affaire devant les tribunaux pour violation caractérisée des droits humains, dénoncent l'attitude et la responsabilité de l'administration Trump.

«C'était comme s'ils faisaient des expériences avec nos corps»

La plainte s'appuie sur la force du témoignage de l'infirmière, Dawn Wooten, en poste depuis trois ans dans l'établissement de quelque 1'200 places, géré par LaSalle Corrections, une compagnie privée (en vertu d'un processus de privatisation des lieux de détention devenu banal aux États-Unis). La courageuse jeune femme révèle dans sa plainte et dans l'interview qu'elle a accordée au média états-unien en ligne *The Intercept* le taux très élevé, quasi systématique, d'hystérectomies (ablations de l'utérus) pratiquées sur des détenues hispanophones. Elle accuse l'un des médecins du centre de pratiquer ces opérations à la chaîne. «C'est sa spécialité, c'est un collectionneur d'utérus!» s'exclame-t-elle.

Une victime interviewée par Project South, une des quatre ONG à l'origine de la plainte, a déclaré: «Quand j'ai rencontré toutes ces femmes qui avaient eu des opérations chirurgicales, j'ai pensé que ça ressemblait à un camp de concentration expérimental. C'était comme s'ils faisaient des expériences avec nos corps.» Une autre a indiqué ne pas avoir été anesthésiée durant l'opération. Une troisième dit avoir consulté le méde-

cin pour le drainage d'un abcès et avoir subi en fin de compte une hystérectomie.

L'infirmière lanceuse d'alerte avait commencé à dénoncer en interne cet abus d'hystérectomies ou encore l'absence de mesures de protection contre le Covid-19. Son employeur l'a sanctionnée, début juillet dernier, ne l'autorisant à travailler que quelques heures par mois dans l'établissement alors qu'elle y fonctionnait jusque-là à plein temps. «Des représailles», pointe-t-elle dans *The Intercept*, pour la punir «d'avoir parlé et réclamé des protocoles de sécurité médicale plus stricts».

Un climat de phobie identitaire

Le dossier de l'accusation s'appuie également sur les déclarations d'un autre membre de l'équipe médicale, resté anonyme, et de quatre personnes internées aujourd'hui dans le centre où qui l'ont été récemment. Interrogée par *The Intercept*, Priyanka Bhatt, avocate de l'ONG Project South, estime que ces révélations ne font que confirmer ce que les migrantes détenues rapportent depuis des années: «Une grave indifférence pour les standards de santé et de sécurité, un manque de soins médicaux et des conditions de vie insalubres.»

Le climat de xénophobie, de chasse aux migrants latinos, mais aussi de phobie identitaire entretenus par une administration Trump si sensible aux délires du «grand remplacement», cultivé par les suprémacistes blancs, n'est pas sans résonner avec cette terrible dérive. Mais «le centre d'Irwin, prévient l'ONG Project South, est loin d'être un cas isolé.» ■

Bruno Odent

Paru dans *L'Humanité*

1 Les ONG qui ont porté plainte sont, outre Project South, Georgia Detention Watch, Georgia Latino Alliance for Human Rights et South Georgia Immigrant Support Network.

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

François Ruffin, un vrai porte-parole des milieux populaires

Le 27 avril 2017, j'avais publié dans *Gauchebo* une chronique intitulée «Le combat exemplaire de François Ruffin». Il s'agissait alors d'évoquer les débuts de F. Ruffin comme journaliste (son journal *Fakir*) et cinéaste (son film *Merci Patron!*), puis de présenter certains aspects de sa campagne électorale alors qu'il brigait un siège de député dans la Somme où il réside. Je voudrais continuer ici par une brève analyse de sa carrière politique depuis 2017, maintenant qu'il siège à l'Assemblée nationale. Ces lignes permettront aussi d'esquisser le portrait d'un homme remarquable.

Mais revenons d'abord aux circonstances de son élection. En 2017, il fait campagne pour Picardie debout avec le soutien de la France insoumise, du PCF (dont sa suppléante est membre), d'EELV et d'Ensemble!. Le soir du premier tour, il remporte plus de 24% des voix et se qualifie pour le second tour face à un candidat macronien. Il est élu au second tour avec près de 56% des suffrages, avec l'appui de la candidate du PS. Il décide de ne garder que le SMIC sur ses indemnités de député et s'engage à démissionner si 25% des inscrits de sa circonscription le demandent. Il siège à l'Assemblée nationale dans le groupe La France insoumise, bien qu'il soit très indépendant par rapport à elle et qu'il reverse sa dotation de député au PCF.

Un trait de l'action politique de François Ruffin est d'abord l'enracinement dans les milieux qu'il a choisis de défendre. On le voit quand après avoir été primé pour le film *Merci Patron!*, il remet son trophée aux ouvriers de Whirlpool, qui se battent contre la délocalisation de leur usine. On le voit encore quand il lance sa campagne en présence d'ouvriers de cette usine. Il n'a cessé depuis lors d'être en contact avec celles et ceux qui se battent, comme on a pu le constater durant la lutte des Gilets jaunes, quand il participe au premier samedi de mobilisation, quand il se rend sur les ronds-points de la Somme, quand il accompagne les Gilets jaunes de Picardie à Paris, puis quand il visite pendant huit jours différents ronds-points et en tire le film *J'veux du soleil*. Un autre trait de son action, qu'il doit sans doute à son métier de journaliste, est sa constante écoute des gens: comme le reporter enquête pour ensuite rapporter dans la presse la réalité qu'il a observée, l'élu Ruffin interroge beaucoup autour de lui et rassemble une quantité d'informations. Si le journaliste attend de son travail qu'il ébranle le public, le politicien inspiré par ses méthodes va en plus faire remonter les informations en haut lieu et tenter de faire changer les choses en agissant aux plans administratif et législatif. Quand il repère un problème, il s'adresse aussitôt aux personnes concernées. Ainsi durant le confinement, remarquant que des salariés travaillent encore sans protection, il téléphone au délégué CGT de Valeo, à un employé d'Amazon, à un salarié et au directeur de Dunlop, pour savoir comment la situation sanitaire est gérée dans ces divers sites.

Porte-voix des travailleurs, le parlementaire François Ruffin s'est consacré à certaines causes qui les concernent prioritairement. Il s'est battu pour les conditions de travail dans les maisons de retraite, pour le budget des hôpitaux psychiatriques, pour les intérimaires de l'usine Whirlpool d'Amiens, pour faire reconnaître le burn-out comme maladie professionnelle, pour l'égalité salariale entre hommes et femmes. A ce sujet, il a comparé le salaire des femmes de ménage de l'Assemblée nationale au revenu des députés et réclame pour elles, qui sont sous le salaire minimum, l'intégration dans le personnel de l'Assemblée et un statut professionnel. Mais il s'est aussi battu pour taxer les gros transferts dans le football en faveur du sport amateur, pour les chemins de fer de proximité et pour interdire les lignes aériennes quand le train peut efficacement les remplacer.

François Ruffin propose un programme original, qui a le mérite à la fois de défendre l'emploi et d'appeler à un changement de système économique. Protectionniste et partisan de l'Etat national en tant qu'il est garant du bien-être des citoyens, François Ruffin est aussi un adepte de la décroissance, avec un rejet du développement technologique. A propos du protectionnisme il déclare: «La relocalisation, sans ça, c'est du bidon, les circuits courts pour le décor, si on ne place pas des taxes, des taxes, des taxes, comme des cailloux dans la machine infernale, pour l'enraver». Et sur la décroissance, il dit: «Quand comme cap pour notre continent, avec notre histoire, avec nos sentiments, les technocrates de Bruxelles n'ont que la 6G à offrir, c'est le symptôme d'un vide, d'un vide politique, d'un vide d'espérance... C'est une impasse écologique, mais même une impasse existentielle... L'absurdité éclate, tant c'est désormais patent: le progrès ne passe plus par la technologie, c'est fini».

François Ruffin sait aussi que l'unité seule mène au succès. Pour combattre le capitalisme, il œuvre, avec le moins d'exclusives possible, à rassembler les classes populaires et les intellectuels, et dans les classes populaires, à rapprocher la classe ouvrière et la classe moyenne défavorisée. Il veut de plus réunir la gauche qui défend les travailleurs et celle qui défend l'environnement. Au plan des organisations, il se réfère aussi bien aux partis de gauche qu'aux syndicats, et il dialogue même avec les partisans de l'«effondrement». En fédérant les oppositions lors de la Fête à Macron en 2018, il a rassemblé des étudiants, des cheminots, des postiers, du personnel de santé, des gens de la CGT, de Sud, de la France insoumise, du PCF, du NPA.

L'actuelle crise du coronavirus montre bien l'esprit dans lequel François Ruffin agit. Il collabore sans relâche avec des membres du personnel hospitalier pour venir à bout des pénuries qui empêchent de soigner les malades. Il lutte aussi pour obtenir que sur les lieux de travail, des mesures de protection plus efficaces soient adoptées. Mais avec son sens de l'humain, il déplore également les mesures technocratiques et autoritaires du gouvernement. Il écrit: «A la boulangerie, je regarde la file, un mètre entre chaque personne, la distance est respectée, le voisin un peu suspect, quelle tristesse que ce spectacle immobile! Au fond, ce virus nous encourage à l'individualisme, à la méfiance, à la «distanciation sociale», qui est déjà la pente de l'époque». Citons encore ce jugement d'ensemble: «A la place de la vaste remise en cause, celle des élites, de leur politique, que sous-entendait le «Il y aura un avant et un après», on devine désormais, dans le «Nous ne vivrons plus comme avant», un deuil qui nous est réclamé, le deuil de l'«avant», l'innocence perdue, la joie prohibée, nos enfants masqués, les peuples enfermés, les droits de réunion et de manifestation suspendus, la surveillance renforcée, avec un cortège de drones, de couvre-feux et de laissez-passer. Voilà leur monde d'après»¹.

Dans le climat présent, l'action de porte-parole des milieux populaires de François Ruffin est d'une grande utilité. Reste à savoir s'il endossera un jour le rôle difficile d'un vrai leader populaire sachant écouter celles et ceux d'en bas en leur restant fidèle...

Jean-Marie Meilland

1 Les informations et citations sont empruntées au site https://fr.wikipedia.org/wiki/François_Ruffin, et à deux de ses livres, *Il est où, le bonheur*, Les Liens qui Libèrent, 2019 et *Leur folie, nos vies, la bataille de l'après*, Les Liens qui Libèrent, 2020. On trouve d'autre part une très intéressante interview du 11 juin 2020 sur www.youtube.com/watch?v=jM4DslNZgZg

L'image dans tous ses états et formats

EXPO • Des Maldives en voie de naufrage climatique aux archétypes et sujets de société nord-américains refigurés en Suisse, la Biennale Images Vevey étonne et désarçonne.

Co-signé par Edoardo Delille et Giulia Permatrì, *Diving Maldives* s'emploie à documenter l'inexorable montée des eaux aux Maldives qui seront englouties d'ici à 2050 et à l'épineux problème des réfugiés climatiques. Ceci alors que l'ONU a rendu en janvier dernier une décision historique. Les gouvernements doivent désormais prendre en considération les violations des droits humains causées par la crise climatique lorsqu'ils envisagent d'expulser des demandeurs d'asile.

Surimpression d'univers

Ce micro-État touristique de l'Océan indien est l'un des pays les plus vulnérables au réchauffement climatique, avec 80% des terres situées à moins d'un mètre au-dessus du niveau de la mer. Le tandem Delille-Permatrì projette les images sous-marines prises par des touristes. «Il y a toujours plusieurs couches de sens superposées dans nos 49 expositions-installations. Ainsi un enfant peut avoir autant de plaisir que des spécialistes adultes de la photo à les découvrir et les parcourir», souligne le directeur de la manifestation veveysanne, Stefano Stoll.

Hésitant entre performance visuelle ambiguë immersive et constat décalé lié aux destins villes côtières condamnées à disparaître, les images sont déployées sur des panneaux dans un jardin bordant le lac. Rappelons enfin qu'aux Maldives, le tourisme est la principale ressource du pays, atteignant près de 41% du PIB en 2016, procurant près de 20% des emplois.

Archétypes américains et suisses

La surimpression des deux images, l'une de milliers de personnes condamnées à l'exil et l'autre de touristes en vues subaquatiques est aussi fascinante que dramatique, les deux univers s'ignorant habituellement mutuellement. Elle rejoint l'idée du «sublime»



Les habitants des Maldives seront bientôt submergés par la montée des eaux, conséquence directe du réchauffement climatique, dans l'indifférence touristique. DR

en histoire de l'art liée à la ruine et au désastre.

Due à Gaia Baur, 22 ans étudiante à l'École de Photographie de Vevey, sa série présentée en section parallèle *Make Switzerland Great Again* fait référence au désormais célèbre slogan utilisé lors de la campagne électorale trumpienne en 2016. Naviguant entre fiction et documentaire, les situations imaginées par l'artiste nous transportent dans un pays hybride, où se mêlent les stéréotypes des États-Unis et de la Suisse. «C'est l'essai de mettre en scène dans notre pays avec des acteurs et scénographies locales des réalités nord-américaines», explique Stefano Stoll.

Par sa mère œuvrant dans le domaine pédagogique, la photographe

s'intéresse à l'éducation sexuelle par l'abstinence, le consentement, l'armement des enfants. Ou l'auto-ségrégation. Soit la séparation d'un groupe religieux ou ethnique du reste de la société par le groupe lui-même. Puisant ses figurants dans les écoles de théâtre, elle organise ses prises de vues avec des participants interrogeant les sujets mentionnés. «Je questionne ces clichés que l'on a l'habitude de croiser dans films et médias et importés de la culture américaine. Pour soulever de manière médiane, subliminale ces, sérieuses et graves problématiques».

Tableaux vivants

Ainsi la thématique du scoutisme et l'inclusion des filles dans la *Boy Scout of*

America (BSA). En sous-bois romands, des performers adolescents, vêtus comme des scouts reproduisent une scène de bataille dans le sillage de la photo iconique de l'Américain Jeff Wall, *Dead Troops Talk* (1992) refigurant, avec des acteurs canadiens, une embuscade dont l'Armée rouge fut victime en Afghanistan. La jeune femme souligne qu'à l'origine, «certaines valeurs scouts restent étroitement liées tant à la religion qu'au nationalisme.»

Dans une vision édenique proche de la peinture d'histoire alpestre idyllique et de la photographie historique de paysage américaine, un père couve tendrement son fils enfant portant amoureusement un fusil d'assaut. Ombres allongées et four à barbecue en pierre

complètent une épiphanie que n'aurait pas reniée la National Rifle Association, principal lobby pro-armes nord-américain. Pour mémoire, le nombre d'Américains morts par armes à feu en 2019 a dépassé, en moins de trois mois, toutes les pertes subies par les troupes de l'Oncle Sam lors du D-Day, le 6 juin 1944 en Normandie. Jusqu'au malaise cette scène est troublante. «La quête de reconnaissance du fils pour son père, se marque par son sourire, souligne l'artiste. Et la présence de l'arme trop lourde et imposante pour le bambin accentue le sentiment de malaise. Cette image est terrifiante».

Chances inégales à la naissance

Sorte de machinerie en mouvement perpétuel, toutefois épisodiquement à l'arrêt, *La Roue de la fortune* due à l'artiste contemporain français Christian Boltanski questionne les thèmes universels de l'aléatoire et du destin. «C'est une installation de plus 15 mètres de longueur créée pour la Biennale de Venise en 2011. On y entre comme on le ferait dans une imprimerie. L'œuvre suggère que les enfants ne choisissent pas leur famille. C'est le début d'un processus qui doit ainsi beaucoup au hasard. Face à ce dispositif, deux compteurs indiquent, en temps réel, le nombre de naissances et de décès dans le monde», détaille Stefano Stoll.

L'installation est ainsi composée pour partie d'un gigantesque échafaudage portant un long rouleau qui fait défiler des dizaines de portraits imprimés de nouveau-nés. Ils sont tirés des pages consacrées aux naissances d'un journal polonais. Rien ne distingue ces bébés entre eux. Mais chacun connaît un destin singulier influencé par les données sociales et familiales. ■

Bertrand Tappolet

Images Vevey, Jusqu'au 27 septembre. Rens.: images.ch. Site des artistes: edoardodelille.com et gaiaabaur.com



Un roman sans temps morts

LIVRE • A travers les pérégrinations d'un antihéros mélancolique, l'auteure nous offre une méditation sur des thèmes cruciaux.

C'est dans le courant de l'année 1963 que se déroule ce nouveau roman, prenant et surprenant. À peine un an plus tôt, le 5 juillet 1962, l'Algérie accédait à l'indépendance. Mais, huit années d'une guerre accumulant les atrocités ont laissé de profondes traces. La paix revenue, d'autres bouleversements surviendront, moins sanglants mais tout aussi dévastateurs. Notamment dans l'ordre de l'intime. Comme le départ soudain de Dalal, l'épouse de l'instituteur Atem, qui un soir l'a quitté pour rejoindre son amant. Pour le délaissé, sous le choc, incapable de revenir devant ses élèves, le début d'une longue période de dépression et d'errance.

Jamais peut-être Yasmina Khadra ne s'était attaché à la destinée d'un tel antihéros. Jamais non plus il n'avait proposé un tel tableau du quotidien de son pays au sortir du conflit colonial. Atem en effet a décidé de tout quitter. En même temps qu'il prenait le car pour le proche Blida, il s'engageait dans une nouvelle vie. A l'écart, parmi les miséreux, les marginaux et les proscrits. Ceux qui croisent son chemin, ce sont des oubliés de l'indépendance et de la révolution annoncée. Des êtres en marge, laissés pour compte du mouvement historique. Vivant au mieux dans des gourbis, le plus souvent cheminant sur des sentiers isolés, dormant au besoin dans des grottes. Des figures à la Jérôme Bosch,

comme ces contrefaits et ces simples d'esprit en lesquels le démoniaque et l'angélique cohabitent. Atem lui-même ressemble fortement aux personnages frappés de cécité de la Parabole des aveugles. Incapable de concevoir que Dalal ait pu le quitter, et surtout qu'une femme puisse se soustraire à la possession de l'époux. Ses pérégrinations, dans des ambiances tantôt crépusculaires et tantôt lumineuses, relèvent du plus pur roman picaresque. Une humanité, attachée à d'abord survivre, s'y donne à voir, cependant qu'une âpre lutte s'est engagée entre certaines idées nouvelles, l'obscurantisme et le sexisme. Avec Atem comme acteur et révélateur de cette contradiction.

Le récit de Yasmina Khadra, porté par un puissant esprit dialectique, avance ainsi dans cette thématique touffue. Tandis que son sens de la composition et son souci du détail donnent à la fable une stupéfiante tangibilité. Peut-être moins visiblement en prise avec l'actualité que de précédents romans, son livre n'en brasse pas moins une matière brûlante: patriarcat, sexisme, décolonisation. Un roman d'aujourd'hui, tout simplement. ■

Jean-Calude Lebrun

Paru dans *L'Humanité*
Yasmina Khadra, *Le Sel de tous les oublis*, Juillard, 256 pages

GAUCHEBDO

IMPRESSUM

Société d'édition de Gauchebdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Amanda loiset, présidente

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35
Joël Depommier, rédacteur en chef,
Jorge Simão, rédacteur,
Bertrand Tappolet, correcteur et rédacteur
Stéphane Montavon, dessinateur

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abo
CCP 12-9325-6

Administration
Jordan Willemin, administration@gauchebdo.ch

Publicité
tarifs et informations sur
www.gauchebdo.ch/tarifs-publicitaires

Maquette
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Pierre Jeanneret: un parcours de vie

LIVRE • Notre collaborateur, grand amateur des arts plastiques, sort un livre racontant sa trajectoire en tant qu'enseignant et historien, militant et grand voyageur. Au plus près de son honnêteté et en toute clarté.

C'est toujours intéressant de mieux connaître un confrère en lisant ses livres. Je me suis donc plongée avec impatience dans son dernier, parce qu'il en a déjà publié une quinzaine, essentiellement des livres d'histoire, dont des biographies, et participé à 16 ouvrages collectifs. Il a en outre rédigé une vingtaine d'articles parus dans des ouvrages historiques, réalisé 35 interviews vidéo, sans compter les petits films qu'il a tournés avec des élèves dans le cadre de son enseignement, au Collège puis au Gymnase.

Il commence sa biographie par son origine, à Richterswil du côté maternel, vieille bourgeoisie zurichoise. Le grand-père Karl Binder (1884-1918), mort quand Pierre avait 4 ans, était fondé de pouvoir dans une grande maison de tapis, pour laquelle il faisait annuellement un voyage à Istanbul. Pierre était attaché à sa grand-mère. Mais il a été davantage marqué par ses origines paternelles, originaires du Locle, dont un ancêtre fonda en 1866 une fabrique d'horlogerie. La famille cultivait des valeurs protestantes, notamment le culte de l'effort et du travail, qui ont forgé Pierre. Il insiste sur son grand-père, le docteur Maurice Jeanneret-Minkine (1886-1953), partisan de la révolution bolchévique, se situant à la gauche du Parti socialiste vaudois dont il devient le leader, jusqu'à son exclusion. En 1932, à la suite de la fusillade qui fit 13 victimes à Genève, Maurice Jeanneret prononce un discours antimilitariste dans lequel il traite le drapeau suisse de «panosse fédérale», ce qui lui vaut trois mois de prison et cinq ans de privation des droits civiques! Il adhère au Parti ouvrier et populaire vaudois (POP), qu'il préside dès 1945 jusqu'à son décès et qu'il représente au Conseil national de 1947 à 1952. Dans les mémoires des gens, celui qu'on appelait «le médecin des pauvres» est une personnalité respectée et populaire. Pierre lui consacra sa thèse de doctorat sous le titre *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande* (1991).

Une tante d'origine russe lui donna le goût de la Russie, sur laquelle il fit de nombreux cours à ses élèves. Son père Henri (1912-1992) fut aussi un médecin aux préoccupations sociales, qui initia son fils aux arts, notamment la peinture et le théâtre. Sa mère secondait son mari au cabinet médical, tout en élevant ses 4 enfants. Pierre épousa une Suédoise, une Tchèque, enfin une Jurassienne.

Voyage en Albanie

Il connut une «enfance de riches». Pierre était un élève assez indiscipliné, compensant sa petite taille par un rôle de leader es frasques en tous genres. Ce qui ne l'empêchera pas de faire des études de lettres, pendant lesquelles son intérêt pour la littérature fit lentement place à une passion pour l'histoire. Il entra à la Société suisse des maîtres d'histoire, dont il devint président. Parallèlement, il fit



En fermant le livre, on se dit qu'on a suivi le très riche parcours d'un homme enthousiaste, qui s'intéresse à tout et n'a de cesse de transmettre et partager ses expériences et réflexion.

son service militaire, jusqu'au grade de sous-officier, tentant de conjuguer son militarisme avec ses convictions politiques de gauche.

Il devint prof au Collège à partir de 1969, français, allemand, histoire, puis entra au Gymnase en 1973. En «éveilleur de jeunes esprits», il emmenait ses élèves au théâtre, organisait des voyages d'étude à Florence, Rome, Prague, Vienne, Budapest, Barcelone... En 1976, il fit un échange avec une classe berlinoise, qui comprenait une visite du côté Est, encore en RDA. En 1993, il emmena ses élèves en Albanie, qui venait de sortir de l'ère communiste, les conditions de vie étaient encore très dures.

Il avoue que son engagement politique ne fut pas sa priorité. Il a été peu marqué par Mai 68, notamment parce que le côté anarchiste contrevenait à son goût pour l'ordre, et qu'il était pressé d'entrer dans la vie professionnelle. Mais il a été élu au Conseil communal de Denges, village de l'Ouest lausannois, deux ans avant de déménager à Lutry. Ce fut sa seule expérience de participation à un législatif. Il adhéra au PS dans les années 70 mais ne s'est jamais senti à l'aise dans la section lausannoise. Il exerça une activité rédactionnelle à la *Tribune socialiste vaudoise*. À

la fin des années 90, il démissionna du PSV pour entrer au Parti ouvrier et populaire (POP), parce que celui-ci défendait mieux les plus déshérités. Sa génération fut interpellée par la guerre d'Algérie et l'anti-franquisme. L'essentiel de son engagement s'est fait à travers ses travaux historiques.

Critique de l'Université

Peu à peu, à côté de son métier d'enseignant, il a publié une quantité d'articles dans différents médias, dont une partie fut réunie dans des livres. Parallèlement, il préparait une thèse de doctorat: *Un itinéraire politique à travers le socialisme en Suisse romande. La vie du Dr Maurice Jeanneret-Minkine* (1886-1953), Éd. de l'Aire, 1991, tout en participant à des ouvrages collectifs, notamment sur Léon Nicole. Il collabora au *Dictionnaire historique de la Suisse* en rédigeant 22 articles. Il fit également un grand nombre de conférences. Sans surprise, en lisant le nombre d'activités accomplies par l'auteur, on apprend qu'à la fin des années 90, il fit un burn-out. Mais la pratique de sports (marche en montagne, ski, tennis, gymnastique, natation, vélo) a participé à son équilibre, ainsi que son penchant pour les arts et les voyages.

Pierre Jeanneret exprime une certaine amertume: il reste ignoré par les Facultés des lettres et des Sciences sociales et politiques. L'auteur relève le fossé croissant entre l'Université et l'école secondaire, l'*alma mater* ne s'intéressant pas aux travaux des enseignants, qui pourraient pourtant enrichir ses séminaires. Dès 2005, il collabore à *GaucheBdo*, successeur de *La Voix Ouvrière*, rappelons-le: textes historiques, comptes rendus de livres et articles sur des expositions, fort appréciés des lecteurs, lectrices.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à sa passion de toujours: les nombreux voyages effectués autour du monde, qui lui ont permis d'élargir son horizon, la connaissance des humains, et dont il garde des souvenirs éblouis. Pour illustrer sa biographie, Pierre a inséré quelques photos le montrant enfant puis adulte dans différents lieux.

En fermant le livre, on se dit qu'on a suivi le très riche parcours d'un homme enthousiaste, qui s'intéresse à tout et n'a de cesse de transmettre et partager ses expériences et réflexions. ■

Huguette Junod

Pierre Jeanneret: enseignant, historien et voyageur, un parcours de vie, Éd. de l'Aire, juillet 2020, 244 p.

PUBLICITÉ

CONDOR

AUX USINES CONDOR Courfaivre
du 26 septembre au 18 octobre 2020
du vendredi au dimanche 14 h à 18 h

JURA INTIME

XVIIIe Biennale de visarte.jura
Exposition des artistes du Jura,
du Jura bernois et de Bienne

visarte.jura

Comment Donald Trump sape la démocratie

LIVRE • Dans son nouvel ouvrage, Antoine de Tarlé décrypte le mode de gouvernance du chef d'Etat américain, à moins de deux mois de la présidentielle.

Dans la perspective de la présidentielle américaine du 3 novembre prochain, voici un essai plutôt utile. Spécialiste des médias, Antoine de Tarlé se penche ici sur l'état du rapport de forces entre républicains et démocrates, mais aussi, plus fondamentalement, sur les modifications radicales que l'hôte actuel de la Maison-Blanche a impulsées dans l'exercice du pouvoir, en lien avec les effets de la révolution numérique. De fait, c'est essentiellement par le biais de son compte Twitter aux quelque 86 millions d'abonnés que Trump communique avec les citoyens. Citant une étude du *New York Times*, l'auteur souligne ainsi qu'entre janvier 2016 et octobre 2019 le président américain a «tweeté» 11000 fois. Se présentant volontiers

comme une victime des mauvais coups de ses adversaires politiques, recourant à la surenchère et aux fausses nouvelles, ce dernier tire clairement profit de l'absence de «réglementation officielle des campagnes électorales sur les réseaux sociaux».

Écosystème médiatique

Néanmoins, face à ses excès de langage, un débat sur la responsabilité des plateformes s'est engagé aux États-Unis. Et les stratégies de celles-ci diffèrent: Facebook refuse de restreindre la «publicité politique», contrairement à Google et Twitter. Quoi qu'il en soit, c'est par les réseaux sociaux que Trump se maintient au centre de l'attention. Par les réseaux sociaux et par la chaîne ultraconservatrice Fox News,

dont plusieurs collaborateurs ont d'ailleurs rejoint la Maison-Blanche. Dans cet écosystème médiatique valorisant les messages les plus agressifs, les démocrates ne sont-ils pas structurellement défavorisés? «Il y a peu d'espoir (...) que des habitudes et un mode de fonctionnement mis en place par Trump et ses partisans disparaissent subitement, laissant place à une démocratie tolérante et apaisée», s'inquiète en tout cas l'essayiste. Ceci étant, rien n'est perdu, comme l'attestent les derniers sondages qui confirment l'avance du candidat démocrate, Joe Biden, sur le sortant. ■

Laurent Etre

Paru dans *L'Humanité*

Antoine de Tarlé, *Trump, Le mensonge au pouvoir*, Editions de l'Atelier, 132 pages, 13 euros